

DECHÊNE, Louise, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français* (Montréal, Éditions du Boréal, 1994), 283 p.

J. F. Boshier

Volume 49, Number 1, Summer 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/305404ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/305404ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Boshier, J. F. (1995). Review of [DECHÊNE, Louise, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français* (Montréal, Éditions du Boréal, 1994), 283 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 49(1), 95–97.  
<https://doi.org/10.7202/305404ar>

DECHÊNE, Louise, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français* (Montréal, Éditions du Boréal, 1994), 283 p.

Ce beau livre se veut la première livraison d'une étude plus ample sur «la nature du pouvoir dans la colonie française» (p. 187). Il résume de longues recherches dans les archives à propos de la circulation des blés, farines,

et biscuits de mer au Canada sous tous ses aspects, économique et social aussi bien qu'administratif et politique. Or, cette histoire nous mène vers un faisceau de problèmes de plusieurs natures. Il y a des problèmes de sources historiques, car les minutes des notaires à propos des grains sont rares et les dossiers administratifs, très partiels, sont maigres pour les années après 1749. L'auteure a été souvent obligée de se contenter d'un ordre de grandeur là où elle aurait voulu avoir des chiffres précis. Et sans pouvoir connaître les contrats de vente autres que ceux contestés devant la loi, elle avait à résoudre des problèmes de méthode pour pouvoir en arriver à la conclusion, par exemple, que «le blé est l'instrument de paiement par excellence dans cette colonie» (p. 71).

D'un ordre tout autre est le problème des relations entre les villes et les campagnes. En abordant ce problème classique de l'histoire française, l'auteure se taille une place canadienne à côté des Léon Boillay, des Jean Meuvret, des Pierre de Saint-Jacob, des Steven Kaplan et de tant d'autres. Au Canada, selon ses conclusions, il n'y avait pas de ces hommes d'affaires intermédiaires qui, en France, achetaient les récoltes pour les revendre avec profit à la ville (p. 121). Pourtant, la population rurale croyait, comme les paysans français, à une version du mythe du «pacte de famine». Ils se laissaient convaincre que les autorités créaient la disette pour pouvoir profiter de la hausse des prix des grains, conviction pour laquelle Louise Dechêne et les historiens français ne trouvent aucune preuve dans les archives, ni au Canada ni en France. Ce livre démontre, entre autres choses, que son auteure s'en tient rigoureusement aux faits et respecte la vérité avant tout. Elle ne souffre pas de la tendance si répandue de nos jours d'utiliser ses travaux pour soutenir une idéologie quelconque: le nationalisme, le socialisme, la marxisme, le féminisme, le catholicisme...

L'esprit scientifique de l'auteure l'amène à étudier la vie canadienne dans le contexte de l'économie impériale de la France. La matière de son étude (très dense d'ailleurs) est canadienne, mais la problématique est plus générale. Elle cherche surtout à comprendre les forces et les faiblesses du gouvernement français dans sa gestion des subsistances au Canada. Elle découvre que l'intendant était dictateur dans ce domaine, car il n'y avait pas de marché organisé pour les grains au Canada, où «l'arbitraire [était] plus qu'une pratique, [c'était] un principe» (p. 53, 188). Mais malgré les intentions autoritaires de l'intendant, ce dernier laissait une plus grande liberté au Canada que celle qu'on avait alors en France faute de moyens de contrôle. D'ailleurs, il paraît que les historiens ont tendance à exagérer le rôle du gouvernement dans l'économie coloniale (p. 123). Néanmoins, une fois la guerre déclarée, le partage des subsistances n'a pas cessé d'être dirigé par ce gouvernement paternaliste, qui privilégiait d'abord le ravitaillement des forces armées et, ensuite, celui des villes. Il s'occupait beaucoup moins des intérêts des paysans producteurs de grains. Qui plus est, dans «le monde imaginaire des ordonnances» du roi, qui s'emparaient facilement des esprits dans «cette colonie dépourvue d'imprimerie», les autorités faisaient des marchands les boucs émissaires accapareurs des blés (p. 116, 182). Pour expliquer cette propagande des ordonnances et les mythes populaires qu'elles

allumaient, l'auteure avance une hypothèse séduisante: les autorités absolues du royaume des Bourbons, étant chargées depuis toujours de fonctions judiciaires et administratives enchevêtrées, ne savaient pas décréter en matière de subsistance sans taxer quelque groupe de malfaisance, comme si chaque nouveau règlement devait se justifier par une condamnation (p. 182). Mais l'auteure est d'avis que l'historien risque de s'égarer s'il fait confiance à ces accusations vagues.

Les effets de la guerre sur l'administration des subsistances occupent une place importante dans ce livre. Trois décennies de paix après 1713 avaient fait naître un marché de grains et de farines animé par une certaine liberté, mais «la guerre, la croissance accélérée de la demande militaire et l'inflation qui s'ensuit vont rapidement changer les règles du jeu» (p. 139). Chaque année à partir de l'été 1752, le Canada avait à importer des farines de la France. C'est surtout dans la distribution de ces grains importés pendant les guerres des années 1740 et 1750 que le gouvernement impérial a fait voir ses insuffisances et ses faiblesses. On s'étonne, avec l'auteure, de la patience et de la résistance de la population rurale face aux perquisitions et aux diverses autres demandes du gouvernement. Sensible aux multiples problèmes dans ce domaine, l'auteure amorce l'étude détaillée des effets de la guerre sans prétendre l'épuiser.

Il est impossible d'effleurer tout l'intérêt de ce livre passionnant dans un simple compte rendu. On y trouve du nouveau sur la géographie et le fonctionnement du commerce des grains. Il y a aussi une analyse subtile de la société, dépourvue des explications simplistes fondées sur les ouï-dire de l'époque à propos des «forains» ou des marchands ruraux (p. 77, 109). Les chiffres sur les exportations de la France seraient discutables, puisés comme ils le sont dans quelques études anciennes. Toutefois, la qualité d'ensemble d'un livre comme celui-ci surpasse la simple somme de ses parties.

J. F. BOSHER